

Allons
Enfants



PROGRAMME DES EUROPEENNES

2023

Introduction

L'Union européenne, quel avenir commun nous permet-elle de dessiner ?

Cette institution qui nourrit notre quotidien depuis des décennies reste encore opaque pour de nombreux citoyen·ne·s européen·ne·s. En 2019, seuls 27 % des 18-24 ans et 36 % des 25-34 ans ont voté. Comment peut-elle encore nous faire espérer et mobiliser les électeur·rice·s ?

Les élections européennes de 2024 s'inscrivent dans un climat qui nous oblige à fédérer nos 27 Etats vers la construction d'un futur désirable. Nous avons collectivement subi la crise sanitaire, nous vivons le retour de la guerre sur le territoire européen en Ukraine et nous devons affronter la crise climatique et sociale qui se fait de plus en plus urgente.

Comment imaginer relever ces défis sans la puissance de l'Union européenne ?

Elle est une source de paix, d'innovation et de progrès, le projet européen commun doit être désirable car nécessaire.

C'est dans une double dynamique que le projet d'Allons Enfants réside. Il nous apparaît essentiel en premier lieu d'engager une simplification pour rendre accessible l'Union Européenne à ses citoyen·ne·s. Sans pédagogie et participation citoyenne, tout projet politique est soumis au scepticisme. Aussi, nous avons l'ambition de faire entendre la voix et les besoins de notre génération. Nous sommes les citoyen·ne·s qui allons subir les conséquences des décisions politiques prises en notre nom, c'est pourquoi Allons Enfants !

Environnement



LE BUDGET JEUNE ECOLOGIQUE

NOTRE CONSTAT

Le 6ème rapport d'évaluation du GIEC paru le 20 mars dernier explique, qu'en dépit d'une sensibilisation croissante de la population aux conséquences du dérèglement climatique, si les modes de vie ne changent pas davantage, il sera impossible d'atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050.

Pour la jeunesse la crise environnementale est la préoccupation principale mais force est de constater que cette inquiétude grandissante ne se traduit que timidement dans les comportements et les politiques publiques nationales et européennes. Cette jeunesse européenne porte une mobilisation massive mais la volonté d'action est limitée par le manque de moyens et d'outils mis à sa disposition. Cette génération et les suivantes vont être celles qui vont devoir faire face aux décisions publiques prises à ce jour, il est alors nécessaire qu'elles aient voix au chapitre.

Dès lors, il est question de donner à la jeunesse la possibilité de participer à l'arbitrage financier dans nos démocraties. Si elle prend part à cette médiation, elle devient un public à convaincre et non plus une caution à utiliser au moment des élections.

NOS PROPOSITIONS



Inscrire dans le budget de l'Union européenne un financement pour la jeunesse des Etats membres afin de porter des arbitrages en matière d'écologie.

Il est question d'octroyer un budget d'un milliards d'euros et de faire voter les 18-30 ans pour décider des dépenses à mener (soutien à des associations nationales ou européennes, formation...)



DES DÉLÉGUÉ.E.S JEUNES POUR REPRÉSENTER LEUR PAYS DANS LES NEGOTIATIONS CLIMATIQUES

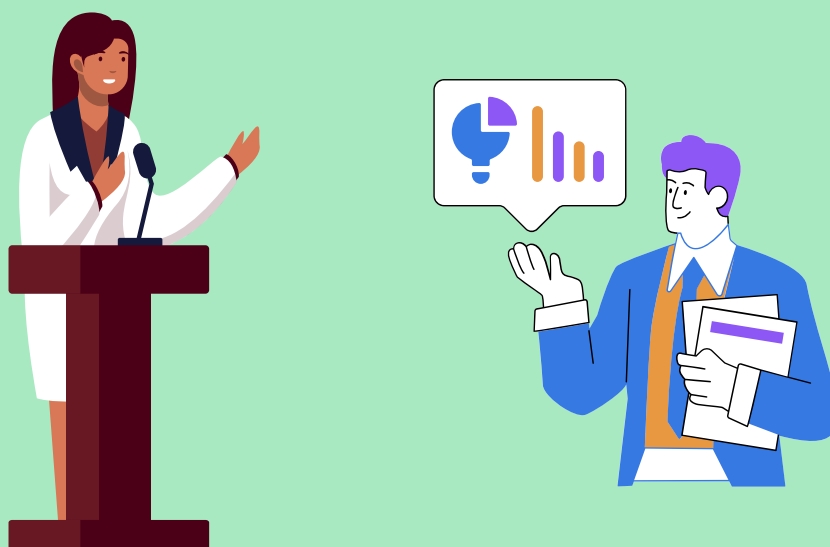
NOTRE CONSTAT

Les délégué.e.s jeunes est un dispositif créé par RESES et CliMates puis rejoint par JAC. Ce sont deux délégué.e.s nommé.e.s pour un an, leur rôle est d'accompagner la délégation française lors des COP pour porter la voix de la jeunesse dans une dimension consultative.

A ce jour, l'impact reste difficilement quantifiable, il est donc question de compléter le dispositif pour lui donner un pouvoir réel et une voix indépendante.

NOTRE PROPOSITION

2 délégués nommés pour 1 an représentant leur pays pour porter la voix de la jeunesse lors des COP



DEVELOPPER DES SUPPORTS D'APPUI A L' EMPLOI VERT

NOTRE CONSTAT

En novembre 2023, le chômage des jeunes au sein de l'Union Européenne s'élevait à 14,5%, soit 2 814 millions jeunes (EuroStat, 2023). Face à ce constat, l'emploi vert apparaît comme une solution durable au chômage des jeunes, tout en conciliant développement économique, éco-responsabilité et sensibilisation de nos sociétés aux questions environnementales.

L'Union européenne s'est fixée comme objectif pour 2030 de créer 2,5 millions d'emplois dans le secteur des énergies renouvelables (Institut Jacques Delors). Mais aujourd'hui, les 27 Etats membres de l'UE ne sont pas tous au même niveau, ce qui rend cet objectif difficile à atteindre. Les 163 000 emplois dans le secteur des énergies fossiles sont actuellement concentrés dans 5 pays de l'UE: Pologne (56%), Allemagne (12%), Roumanie (10%), Tchéquie (9%) et Bulgarie (6%) (Institut Jacques Delors).

Pour éviter le creusement du chômage causé par la transition énergétique, l'emploi vert apparaît comme une solution attractive pour les entreprises et les gouvernements. La favorisation des entreprises et associations éco-responsables qui forment les jeunes NEET est une urgence pour créer une économie durable.

Par ailleurs, offrir une formation dans des secteurs durables aux employé.e.s permettra de provoquer un changement structurel vers une transition progressive, limitant les licenciements abruptes.

NOS PROPOSITIONS

Accompagner les entreprises dans la transformation des métiers et de l'offre



L'accélération de la création d'emploi vert, vivier d'emploi pour les jeunes générations



Imposer une formation aux enjeux environnementaux dans tous les corps de métiers



Education



10 SEMESTRES D'ETUDES SUPERIEURES FINANCEES

NOTRE CONSTAT

Afin de permettre aux jeunes qui le souhaitent d'accéder à l'enseignement supérieur et de se rapprocher de l'idéal méritocratique, l'enjeu du financement des études est central.

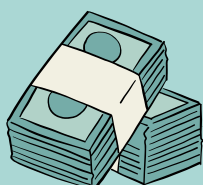
Les jeunes européen.e.s sont plus nombreux..se à se situer sous le seuil de pauvreté, 14% contre 11% dans le reste de la population. A ce jour, même si les transferts sociaux réduisent fortement cette pauvreté, le cadre proposé n'est absolument pas assez protecteur et ne permet pas à de nombreu.x.se étudiant.e.s de vivre cette période sereinement.

Un système de rémunération pour les étudiant.e.s existe par exemple au Danemark, selon le modèle danois, chacun.e dispose de 70 semestres rémunérés entre 180 et 800 euros par mois suivant les revenus de l'étudiant.e.

Cette allocation permet aux étudiant.e.s de se concentrer sur leur scolarité, ce qui réduit les risques d'échec scolaire en levant le stress des problèmes financiers et les troubles psychologiques qui en découlent. Cette mesure vise à promouvoir l'égalité entre les jeunes de différentes classes sociales, pour permettre à tou.te.s d'accéder aux études supérieures.

NOS PROPOSITIONS

La mise en place d'un "revenu étudiant européen" distinct du revenu familial.



L'allocation doit être modulée en fonction du coût de la vie dans le pays européen concerné, à 60 % du revenu médian afin de permettre de vivre dignement de cette allocation.

Des mesures de calculs supplémentaires pourront être ajoutées au regard du coût de la vie dans les différentes villes européennes.



GARANTIR DES CONDITIONS DE LOGEMENT DIGNES AUX ETUDIANT.E.S BENEFICIANT DU PROGRAMME ERASMUS

NOTRE CONSTAT

Afin de permettre aux jeunes qui le souhaitent d'accéder à l'enseignement supérieur et de se rapprocher de l'idéal méritocratique, l'enjeu du financement des études est central.

Les jeunes européen.e.s sont plus nombreux..se à se situer sous le seuil de pauvreté, 14% contre 11% dans le reste de la population. A ce jour, même si les transferts sociaux réduisent fortement cette pauvreté, le cadre proposé n'est absolument pas assez protecteur et ne permet pas à de nombreu.x.se étudiant.e.s de vivre cette période sereinement.

Un système de rémunération pour les étudiant.e.s existe par exemple au Danemark, selon le modèle danois, chacun.e dispose de 70 semestres rémunérés entre 180 et 800 euros par mois suivant les revenus de l'étudiant.e.

Cette allocation permet aux étudiant.e.s de se concentrer sur leur scolarité, ce qui réduit les risques d'échec scolaire en levant le stress des problèmes financiers et les troubles psychologiques qui en découlent. Cette mesure vise à promouvoir l'égalité entre les jeunes de différentes classes sociales, pour permettre à tou.te.s d'accéder aux études supérieures.

NOS PROPOSITIONS

Contraindre les États ou leurs collectivités infra étatiques à proposer des logements aux étudiants erasmus avec une procédure de location simplifiée et des prix décents.



Proposer directement le financement de logement "Erasmus" dans les villes accueillant des étudiant.e.s Erasmus sur le modèle logement crous dans les villes impactées par un parc locatif saturé avec une attribution des logements priorisée en fonction de critères sociaux.

DONNER L'OPPORTUNITÉ D'UNE EXPERIENCE EUROPEENNE AUX JEUNES EN FORMATION COURTE

NOTRE CONSTAT

A ce jour, l'opportunité de partir étudier ou d'effectuer des stages dans un autre pays européen est principalement réservée aux étudiant.e.s ayant des formations longues et élitistes.

Afin d'offrir cette possibilité au plus grand nombre, il est nécessaire de développer ces dispositifs à plus grandes échelles. Cette dynamique doit permettre de renforcer pour toute la jeunesse ce sentiment d'appartenance européenne et l'équité dans les chances que l'Union européenne permet de donner à tou.te.s.

Il est donc question d'imposer dans toutes les formations, un temps d'apprentissage dans un pays européen autre que celui de notre lieu d'étude.

NOS PROPOSITIONS

Contraindre les États ou leurs collectivités infra étatiques à proposer des logements aux étudiants erasmus avec une procédure de location simplifiée et des prix décents.



Proposer directement le financement de logement "Erasmus" dans les villes accueillant des étudiant.e.s Erasmus sur le modèle logement crous dans les villes impactées par un parc locatif saturé avec une attribution des logements priorisée en fonction de critères sociaux.

IDENTITE DU PARTI

Allons Enfants agit pour porter la voix de la jeunesse et représenter les différentes classes de la jeunesse en politique. Le parti se dote d'une conception politique et sociale de la jeunesse et d'un objectif politique, le **jeunisme**. Allons Enfants défend l'objectif de contenir les inégalités intergénérationnelles et intragénérationnelles qui fracturent la cohésion sociale.

Le **jeunisme**, selon Allons Enfants, n'est pas un mot péjoratif. Il a été dévoyé par celles et ceux qui n'ont pas intérêt à ce que la jeunesse soit un combat politique. Nous entendons nous le réapproprier pour en faire un slogan politique. **Le jaunisme pour nous, c'est l'idée selon laquelle le combat pour la libération économique, culturelle, politique et enfin sociale de la jeunesse doit se mener uni-e-s, dans un front de classe d'âge.** Un front rassemblé par des conditions communes à la jeunesse de vie, de travail, d'exploitation et de dominations subies. La jeunesse n'est certes pas uniforme et homogène, mais des intérêts supérieurs et transcendants doivent la conduire à s'unir pour obtenir des victoires majeures dans les champs écologique et social.

Inspiré-e-s par les luttes féministes et antiracistes, nous inscrivons nos combats dans une **conception intersectionnelle de la jeunesse**, qui ne dénie pas les spécificités et la diversité des jeunesses. Au contraire, notre réflexion intègre les rapports de dominations entre les générations dans une philosophie politique des oppressions de genre, d'origines, de classe.

Nos modes d'actions et notre gouvernance sont horizontaux et participatifs, fondés sur le consensus et la mobilisation de toutes les compétences. Contre les mécanismes d'auto-censure que connaissent les jeunes qui veulent s'engager en politique, Allons Enfants participe à créer un cadre sain de militantisme politique, dans lequel chaque jeune est légitime. Le parti rejette la "dictature de l'expérience" qu'il dénonce dans les autres partis et structures militantes, et entend favoriser les dialogues intergénérationnels.

LES PILIERS IDEOLOGIQUES D'ALLONS ENFANTS

Progressiste

Le parti s'engage pour une société féministe et inclusive, qui défend les droits des femmes et des minorités. Le parti lutte contre les systèmes de domination patriarcaux et les stéréotypes qui briment l'épanouissement de chacun-e. Il défend la possibilité pour chacun-e d'exprimer qui il/elle et milite pour transformer notre système social et éducatif encore trop élitiste et sélectif.



Européiste

Le parti s'engage pour une Europe solidaire et fédéraliste, qui conduit ses Etats membres au progrès social et économique. Il milite pour une Europe unie et intégrée politiquement, pionnière de la transition écologique et porteuse des valeurs humanistes, aujourd'hui encore bafouées par nos politiques anti-migratoires et les gouvernements populistes qui accèdent au pouvoir dans toute l'Europe.



Démocrate

Le parti s'engage pour une démocratie participative et renouvelée, dans laquelle la voix de tou·te·s est portée et entendue. Il promeut une démocratie qui allie les compétences et expériences pour favoriser le dialogue intergénérationnel. Il lutte contre la sous-représentation des jeunes et entend renouer le lien de confiance entre la jeunesse et nos institutions.





Écologiste

Le parti revendique son ancrage dans l'écologie politique et un programme écologiste radical. Il milite pour une politique globale et ambitieuse de protection du vivant, de la biodiversité et de la santé humaine. Il lie l'urgence climatique à l'inaction des générations précédentes de décideur-euse-s, pourtant conscient-e-s du péril.

Social

Le parti s'engage pour des politiques sociales ambitieuses et pour l'émancipation économique de la jeunesse : il défend la mise en place de véritables minima sociaux jeunes et entend rétablir l'équilibre dans les relations entre les jeunes et le monde du travail. Il milite également pour l'amélioration de la protection sociale des jeunes précaires et pour une place plus juste dans les rapports de production.



**Allons
Enfants** 